

République Française

ENQUETE PUBLIQUE

Relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

avec la déclaration du projet d'une fourrière intercommunale animale et d'un refuge

.....

Consultation publique du 11 septembre au 13 octobre 2023

.....

K – 1 PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

Etabli par Monsieur Bernard Madelénat demeurant 28 Rue Emile Parrot à BELFORT (90000), Commissaire Enquêteur désigné par décision N° E23000045/25 du 23 juin 2023 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Besançon

SOMMAIRE

Préambule

- 1 – Désignation du commissaire enquêteur
- 2 – Composition du dossier d'enquête
- 3 – Contexte, objectifs et objets du projet de PLU
- 4 - Rencontres préalables à l'enquête
- 5 – Modalités de l'enquête, mesures de publicité et permanences
- 6 – Conclusion
- 7 – Observations et propositions du public
- 8 – Observation du commissaire enquêteur

Préambule

Le présent procès-verbal est établi au vu de :

- l'arrêté municipal n°113/2023 du 31 juillet 2023 de Monsieur Emmanuel Formet, maire de Danjoutin organisant du 11 septembre au 13 octobre 2023, sur le territoire de la commune, une enquête publique préalable relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec une déclaration de projet,
- la décision n° E23000045/25 du 29 juin 2023 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Besançon désignant le commissaire enquêteur,

Ce procès-verbal rapporte brièvement le dossier d'enquête, le déroulement de l'enquête et les observations formulées par le public et le commissaire enquêteur.

En application de l'article R123-18 du Code de l'Environnement, le commissaire enquêteur invite le responsable du projet présenté, à produire dans un délai de 15 jours soit avant le 3 novembre 2023, ses observations éventuelles.

1 – Désignation du commissaire enquêteur

Le 29 juin 2023, le Président du Tribunal Administratif de Besançon, à la suite de la demande de la commune du même jour, a désigné en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur Bernard Madelénat.

2 – Composition du dossier d'Enquête Publique

Le dossier soumis à l'enquête publique est ainsi constitué de :

- *Pièces administratives :*
 - Pièce A : La note de présentation du projet,
 - Pièce B : Les textes régissant l'enquête publique,
 - Pièce C : Les avis de la MRAe et de la CDPENAF,
 - Pièce D : Le bilan de concertation,
 - Pièce E : Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 19/06/23.
- *Pièces techniques :*
 - Pièce A : La note de présentation du projet d'intérêt général,
 - Pièce B : La mise en compatibilité du PLU,
 - Pièce C : L'évaluation environnementale,
 - Pièce D : Le règlement modifié,
 - Pièce E : Le zonage modifié (extrait),
 - Pièce F : Les annexes.

3 – Contexte, objectifs et objets du projet proposé

A la suite des rapports de la DCSP de 2017, 2019 et 2020 sur les structures actuelles de la fourrière animale et du refuge mises à disposition par la ville de Belfort, il s'avère que celles-ci présentent des non-conformités de fonctionnement dans le domaine sanitaire ainsi qu'en hébergement par rapport à la nouvelle législation relative au monde animal du 16 février 2015. De plus, les activités de ces structures classées en ICPE ne sont pas conformes à cette réglementation du point de vue de la proximité immédiate de la zone urbaine voisine (distance < 100m) et génèrent des nuisances sonores. Malgré les actions correctives menées dans certains locaux et en fonctionnement, il a été décidé de réaliser une nouvelle structure assurant les 2 fonctions.

Après plusieurs études de lieux potentiels de réalisation, à partir de critères définis et dans les communes environnantes de Belfort, un site de 10000 m² sur la commune de Danjoutin, à proximité de la déchetterie, en zone boisée, a été retenu.

Compte tenu du lieu d'implantation retenu en zone N, il est impératif de mettre en compatibilité le PLU pour la réalisation de ce projet. Lors de sa délibération du 4 avril 2022, le conseil municipal a choisi et approuvé la procédure de mise en compatibilité du PLU avec la déclaration du projet de fourrière/refuge.

L'enquête publique a pour objet l'intérêt général du projet fourrière/refuge proposé et la mise en compatibilité du PLU afin de pouvoir le réaliser.

4 – Rencontres préalables à l'enquête

Le 24 juillet 2023, le commissaire enquêteur a rencontré les différentes parties (commune, GBCA et SIFOU) afin de définir les différentes modalités de l'arrêté d'organisation de l'enquête avec comme objectif de respecter le planning actuel du projet, soit l'avis du commissaire enquêteur en novembre 23 et l'approbation de la déclaration de projet par le conseil municipal en décembre 23. L'arrêté municipal n°113/23 d'organisation de l'enquête est publié le 31/07/23.

Afin d'avoir une meilleure connaissance du site retenu et de ses environs, le commissaire enquêteur a réalisé 2 visites les 27/07 et 08/09/23. De même, afin d'avoir une meilleure connaissance des structures actuelles situées à la Porte du Vallon à Belfort, le 09/08, le commissaire enquêteur a rencontré la présidente du SIFOU puis a visité la fourrière actuelle le 16/08. Ce même jour, il a rencontré Monsieur Mouhat, président du refuge actuel et a visité les installations du refuge.

Suite à un premier examen du dossier numérique d'enquête fourni par l'AUTB, le commissaire enquêteur a sollicité GBCA, SIFOU et l'AUTB pour des informations complémentaires sur le projet. Par la suite, ils ont convenu :

- + d'une part, de centraliser les différentes remarques ou interrogations auprès de GBCA connues ou à venir,
- + d'autre part, d'en débattre entre les différentes parties ainsi que des contributions du public lors de la remise de ce procès-verbal, afin de préparer le mémoire en réponse et les éléments à prendre en compte pour les mises à jour/corrections éventuelles du dossier avant l'approbation de la déclaration de projet par le conseil municipal.

A la suite de la troisième permanence, le commissaire enquêteur a contacté les services (DGS) des 2 communes voisines (Andelnans et Bavilliers) afin de connaître ce qu'elles avaient réalisé en tant qu'information ou concertation auprès de leurs populations.

5 – Modalités de l'enquête publique, mesures de publicité et permanences

L'enquête s'est déroulée pendant 33 jours consécutifs du 11 septembre au 13 octobre 2023 à 12h inclus. La prolongation demandée par le collectif des habitants de Froideval a été refusée par le Maître d'Ouvrage, après concertation des différentes parties et du commissaire enquêteur. Ce document est en annexe à ce procès-verbal.

L'avis d'enquête publique a été affiché en mairie à partir du 25/08/2023 et pendant toute la durée de l'enquête ainsi que sur le site envisagé du projet.

2 parutions dans le journal « La terre de chez nous » (25/08 et 15/09/23) et dans le quotidien « L'Est Républicain » (24/08 et 12/09/23).

Un avis d'enquête publique avec le rappel des permanences a été publié sur le site internet de la ville. De plus, une relance a été faite la première semaine d'enquête.

Les pièces du dossier d'enquête et un dossier numérique sur PC ainsi que le registre d'enquête ont été tenus à disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie de Danjoutin.

En dehors des permanences, le public pouvait obtenir tout renseignement sur le dossier aux heures et jours d'ouverture de la mairie sur rendez-vous auprès de Monsieur le Maire.

De plus, ce même dossier était mis à disposition sur le site internet de la mairie ainsi que sur un registre dématérialisé dédié (<https://www.registre-dematerialise.fr/4794>) pendant toute la durée de l'enquête où le public pouvait le consulter et le télécharger.

Les observations et propositions du public pouvaient être consignées :

- sur le registre papier ouvert en mairie,
- par voie postale, adressées directement en mairie à l'attention du commissaire enquêteur,
- par voie électronique pendant toute la durée d'enquête et déposées sur le registre dématérialisé dédié et étaient consultables après modération.

Toutes les contributions « papier » reçues ou transmises ont été regroupées et tenues à disposition du public en mairie.

4 permanences ont été tenues en mairie de Danjoutin par le commissaire enquêteur :

Dates	Horaires
11/09/2023	14 h 00 à 17 h 00
20/09/2023	14 h 00 à 17 h 00
30/09/2023	09 h 00 à 12 h 00
13/10/2023	09 h 00 à 12 h 00

Aucun public n'est venu à la première permanence.

2 personnes sont venues à la deuxième permanence ainsi que Mme Einhorn, responsable du SIFOU. Le commissaire enquêteur s'est efforcé de les renseigner sur les différents éléments du projet proposé et en les conseillant pour la rédaction et le dépôt de leurs contributions.

Lors de la troisième permanence le 30/09/23, tandis que le commissaire enquêteur échangeait de la même manière avec 4 personnes, un groupe d'environ 15 personnes s'est présenté au nom d'un collectif en cours de formation des habitants des 3 hameaux de Froideval, commune d'Andelnans. Après un accueil quelque peu tendu, le commissaire enquêteur a écouté leurs doléances, dont les deux principales sont la « découverte **toute récente** du projet **et l'absence de concertation** » en tant qu'habitants les plus proches du site retenu pour le projet. Le collectif informe le commissaire enquêteur qu'une pétition est en cours et qu'il envisage une action auprès des médias.

Le commissaire enquêteur constatant la méconnaissance complète du projet et du dossier d'enquête de ces visiteurs s'est efforcé de donner le plus d'informations possibles et de répondre aux différentes questions relatives au projet ainsi que des procédures relatives à l'enquête publique.

De plus, le collectif ayant sollicité une demande de prolongation de l'enquête, le commissaire enquêteur, après leur avoir présenté la démarche et ses modalités, leur a demandé de rédiger une demande écrite argumentée au Maître d'Ouvrage afin qu'il y réponde en accord avec les différentes parties, avant de la soumettre éventuellement au Président du Tribunal Administratif de Besançon. Après avoir consulté les différentes parties ainsi que le commissaire enquêteur, Mr E. Formet, maire de la commune, n'est pas favorable à cette demande compte tenu que « les délais ont été respectés, que le temps restant jusqu'à la fin de l'enquête soit 13 jours est suffisant pour que le public puisse s'informer et s'exprimer sur le projet présenté ainsi que pour des contraintes de calendrier du projet. Le courrier en réponse au collectif est en annexe 1 de ce document.

Après presque 3h d'échanges, à la fin de cette permanence, après avoir été informé des éléments ci-dessus, Mr Formet :

- + attire l'attention des présents sur le déficit avancé d'informations sur les 2 communes voisines, Andelnans et Bavilliers et affirme qu'il ignore ce qui a été réellement réalisé via leurs populations,
- + confirme que le support technique de ce projet est bien GBCA auprès de la commune et du SIFOU,
- + confirme également la position de la commune de Danjoutin sur les compensations demandées suite au défrichement.

Le 02/10/23, le commissaire enquêteur a contacté les services (DGS) d'Andelnans et de Bavilliers pour les informer de la situation et pour connaître ce qu'ils ont réalisé vis-à-vis de leurs populations :

- + pour Andelnans, un article dans le bulletin municipal, un rappel des 2 dernières permanences sur l'application ILLIWAP et l'affichage au panneau de la mairie,
- + pour Bavilliers, seul l'affichage au panneau de la mairie a été réalisé.

A comprendre les responsables DGS contactés, les élus de chaque entité n'ont pas estimé de réaliser plus d'informations ou de concertation auprès de leur population.

Lors de la dernière permanence le 13/10/23, à nouveau une quinzaine de membres du collectif sont présents et :

- + confirme leurs souhaits de continuer à engager des actions contre le projet suite au refus de prolongation de l'enquête,
- + demande les détails à venir dans le déroulement de l'enquête auxquels le commissaire enquêteur y répond (PV de synthèse, rapport, avis du CE, avis du conseil municipal, confirmation de l'Etat).
- + continue à interroger le commissaire enquêteur sur des éléments du projet, auxquels il répond à partir d'informations acquises auprès des différentes parties concernées par le projet et de son expérience de commissaire enquêteur.

Le commissaire regrette profondément de découvrir la présence d'un journaliste parmi les personnes présentes et fait remarquer à l'assistance que cette réunion est une permanence et non une réunion publique et que la simple politesse aurait été au moins d'en faire la demande ou de le signaler.

Cette permanence a été consacrée uniquement à informer le collectif des habitants de Froideval.

Néanmoins, le commissaire enquêteur estime qu'au cours de ces deux dernières permanences, les échanges se sont déroulés dans un climat serein, quelquefois animé, marqué par la curiosité et le besoin d'informations du public. Le commissaire enquêteur s'est efforcé de renseigner les visiteurs en apportant des réponses à leurs nombreuses demandes, en les conseillant pour la rédaction de leurs observations ou en les orientant vers leurs élus.

Il n'a pas été organisé de réunion publique pendant le déroulement de cette enquête.

Le vendredi 13 octobre 2023 à 12h 10, à l'issue de la dernière permanence, le commissaire enquêteur et Stéphanie WEBER, DGS, ont clos le registre papier d'enquête et le registre dématérialisé dédié a été fermé ce même jour à 11h 59 automatiquement. Stéphanie Weber, DGS, a procédé ce même jour à l'archivage du dossier papier d'enquête et remis les derniers éléments du registre papier au commissaire enquêteur.

6 – Conclusion et bilan chiffré

L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté municipal 113/2023 du 31 juillet 2023. Une demande de prolongation d'enquête a été refusée.

Le commissaire enquêteur estime que le public a pu disposer du dossier d'enquête selon les modalités prévues dans l'arrêté d'organisation et qu'il a eu la possibilité de consigner librement ses contributions selon les modalités ci-avant ou encore de les transmettre par courrier ou lors des permanences.

- + 37 personnes ont participé aux permanences dont 1 seule de la commune, la plupart étant des habitants du hameau de Froideval participant au collectif.**
- + 1722 personnes ont consulté le registre dématérialisé, 302 ont téléchargé un des documents.**
- + 731 téléchargements ont été effectués (248 Avis d'EP, 149 Arrêté d'EP, 49 Note de présentation, 38 Bilan de concertation et 32 Note de présentation d'intérêt général).**
- + 145 contributions ont été déposées : 138 contributions dont 58 anonymes et 5 doublons sur le registre dématérialisé et 12 sur le registre papier en mairie.**

9 – Observations du public

Compte tenu du nombre important (145) de contributions du public, celles-ci sont réunies dans l'annexe 2 à ce procès-verbal et leur numération est réalisée selon les dates et horaires d'apparition avec leur origine (RD : registre dématérialisé et RP : registre papier).

L'analyse retenue par le commissaire enquêteur de l'ensemble de ces contributions, a été réalisée à partir des mots, ou expressions, ou concepts utilisés puis regroupée selon 32 sous thèmes et 14 thèmes principaux; elle est présentée ci-après.

SYNTHESE ANALYSES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Observation n°	Propositions												785	
	33	34	2	3	9	2	1	33	34	2	3	9		2
Politique/Législation	33	34	2	3	9	2	1	33	34	2	3	9	2	1
nuisances sonores	56	34	2	3	9	2	1	56	34	2	3	9	2	1
nuisances cumulées	25	34	2	3	9	2	1	25	34	2	3	9	2	1
Impacts sur animaux	19	34	2	3	9	2	1	19	34	2	3	9	2	1
Opposition au projet	55	34	2	3	9	2	1	55	34	2	3	9	2	1
Favorable au projet	62	34	2	3	9	2	1	62	34	2	3	9	2	1
Ne se prononce pas	28	34	2	3	9	2	1	28	34	2	3	9	2	1
site actuel	43	34	2	3	9	2	1	43	34	2	3	9	2	1
gérance actuelle et CT	13	34	2	3	9	2	1	13	34	2	3	9	2	1
fonctionnement actuel	6	34	2	3	9	2	1	6	34	2	3	9	2	1
Déforestation	55	34	2	3	9	2	1	55	34	2	3	9	2	1
Compensations	11	34	2	3	9	2	1	11	34	2	3	9	2	1
Incohérences / PLU/ SCOT/SRCE	21	34	2	3	9	2	1	21	34	2	3	9	2	1
Manque Infos/Dossier/transparence/E.E	23	34	2	3	9	2	1	23	34	2	3	9	2	1
Circulation automobile	19	34	2	3	9	2	1	19	34	2	3	9	2	1
Risques accidents/PN	17	34	2	3	9	2	1	17	34	2	3	9	2	1
Proximité Habitations	55	34	2	3	9	2	1	55	34	2	3	9	2	1
Proximité Hôpitaux	44	34	2	3	9	2	1	44	34	2	3	9	2	1
Proximité Gens V + CTR	24	34	2	3	9	2	1	24	34	2	3	9	2	1
Cadre vie/paysage	10	34	2	3	9	2	1	10	34	2	3	9	2	1
Faune	33	34	2	3	9	2	1	33	34	2	3	9	2	1
environnement	28	34	2	3	9	2	1	28	34	2	3	9	2	1
Biodiversité	23	34	2	3	9	2	1	23	34	2	3	9	2	1
ZAN/TVB	14	34	2	3	9	2	1	14	34	2	3	9	2	1
Pertes immobilières	11	34	2	3	9	2	1	11	34	2	3	9	2	1
coût projet	6	34	2	3	9	2	1	6	34	2	3	9	2	1
Eloigner projet/habitations-forêts	34	34	2	3	9	2	1	34	34	2	3	9	2	1
Séparer les entités/terrain/ rénov. site	2	34	2	3	9	2	1	2	34	2	3	9	2	1
Eval nuisances sonores suppl+ Mes. Corr.	3	34	2	3	9	2	1	3	34	2	3	9	2	1
Frches industrielles / jonction/Perches	9	34	2	3	9	2	1	9	34	2	3	9	2	1
Nouvelle direction/fonctionnement	2	34	2	3	9	2	1	2	34	2	3	9	2	1
Eval. env. Suppl.	1	34	2	3	9	2	1	1	34	2	3	9	2	1

B. Madelénat - 17/10/23

Les principales caractéristiques obtenues sont :

- *la majorité du public reconnaît la nécessité de donner au monde animal des conditions d'accueil et d'hébergement autres que celles actuelles de la Porte du Vallon et conformes à la réglementation actuelle (loi du 16 février 2015) relative au monde animal.
- *38 % des personnes sont contre le projet proposé alors que 43% sont pour et 19% ne se prononcent pas,
- *Les nuisances sonores avec leurs effets, la proximité des zones d'habitation de tout type ainsi que les impacts sur les différents éléments de l'environnement avec le domaine particulier de la forêt et des compensations sont les points principaux mis en avant par le public.
- *Un manque d'informations/concertation et de transparence sur le projet « mêlé » à un dossier incomplet, quelquefois incohérent et à une stratégie politique de présentation, est identifié
- *Des éléments nouveaux apparaissent :
 - + l'impact de l'environnement immédiat sur les animaux hébergés,
 - + l'aspect sécurité relatif à l'accès au site par rapport au passage à niveau,
 - + le site actuel avec son fonctionnement et sa gérance.
- *51 propositions ou suggestions sont présentées dont la très grande majorité consiste à rechercher un autre emplacement éloigné des habitations avec de moindres impacts environnementaux.

Observation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur rappelle que le dossier d'enquête publique doit permettre au commissaire enquêteur, aux élus responsables de l'approbation du projet présenté et au public d'appréhender tous les enjeux induits par ce dernier et de s'exprimer.

Observation n°CE1 :

Suite à une analyse approfondie du dossier d'enquête à disposition et compte tenu de son expérience, le commissaire enquêteur estime que ce dossier ne lui permet pas, ainsi que ni aux élus chargés d'approuver le projet présenté ni au public, d'appréhender tous les enjeux induits par le projet présenté et de s'exprimer.

Le commissaire enquêteur demande à ce que le dossier d'enquête soit complété sur les points suivants afin d'atteindre les objectifs rappelés ci-dessus :

1 – A l'issue de l'enquête publique, du rapport et de l'avis du commissaire enquêteur, le conseil municipal devra se prononcer sur la déclaration du projet proposé. Or, la procédure choisie par les élus de la commune (déclaration de projet) est absente des pièces administratives. Il est indispensable que ce document soit au dossier.

2 – La genèse du projet présenté à l'enquête est constituée de 3 rapports d'audits de la DCSP (2017, 2019 et 2020) qui ont permis d'alerter les autorités sur la situation des structures actuelles relative à la nouvelle réglementation du monde animal (Loi du 2/02/2015).

Pour des raisons informatives, le commissaire enquêteur demande à ce que ces documents figurent en annexe du dossier d'enquête.

3 – De même, les nuisances sonores étant l'autre origine du projet, le commissaire enquêteur demande :
+ d'une part, que l'étude de l'acoustique résiduelle réalisée sur le site retenu à Danjoutin soit annexée au dossier d'enquête,
+ d'autre part, bien que le traitement de ces nuisances ait été pris en compte dans la conception des nouvelles structures et sans attendre la réalisation de celles-ci, qu'il soit procédé à une nouvelle étude acoustique en simulation sur le site et en particulier dans le hameau de Froideval et dans les entités hospitalières situées à proximité; Ce complément d'étude ne pourrait que conforter les choix techniques déjà faits ou à l'extrême déclencher des actions correctives lors de l'achèvement du chantier.

4 – Dans le dossier d'enquête, les capacités d'accueil en hébergement des animaux apparaissent définies par le seul principe de «rester dans la réglementation des IPCE à déclaration», soit une capacité unitaire inférieure à 50 chiens. Aucune analyse marginée des besoins en hébergement n'est présente au dossier.

Or, les 2 entités possèdent des données relatives à leurs activités qui n'ont pas, à ma connaissance, été exploitées et margées. Le commissaire enquêteur demande à ce qu'il soit inclus au dossier d'enquête une analyse des besoins en hébergement réalisée à partir de données nationales sur le monde animal et des données locales disponibles au sein des structures actuelles afin de conforter ou d'infirmer les choix actuels qui ont servi de base au dimensionnement des nouvelles structures (même approche que pour le choix des extensions urbaines).

5 – L'accès prévu au site se fait par la RD 10. Entre le passage à niveau de la ligne Besançon-Belfort et le chemin de randonnée en limite du site prévu, la distance est 30 m. Par ses nombreuses observations, le public s'inquiète des risques d'accidents de cet environnement. Aucune définition, même de principe et/ou d'éléments d'aménagement de cet accès ne sont présents au dossier d'enquête.

Maintenant que le projet architectural est arrêté, le commissaire enquêteur demande à ce que l'aménagement choisi sur ce point particulier avec tous les éléments relatifs à la sécurité de circulation soit mis au dossier d'enquête.

6 – Dans le dossier, un seul plan de masse définit les nouvelles structures. Quid du fonctionnement ? Quid des bénévoles et de l'accueil du refuge?

De même, depuis l'arrêté du projet architectural, le commissaire enquêteur demande à ce que soit porté au dossier d'enquête les éléments principaux et généraux relatifs à ces différents domaines.

7 – Après réalisation du projet présenté et en tant qu'ancienne installation type IPCE, le devenir du site de la Porte du Vallon n'est pas évoqué au dossier. Aucun élément d'information (reconversion, démantèlement, remise en état, financement, ...) n'y figure. Le commissaire enquêteur demande à mettre au dossier les éléments principaux arrêtés à ce jour de ce domaine, en précisant les réserves éventuelles.

8 – Afin d'éviter toute intrusion (ou évasion) d'animaux ou de personnes ainsi que d'assurer la sécurité des locaux, il est indispensable que ces nouvelles structures constituent un espace clos.

Les caractéristiques spécifiques à cette clôture, différentes de celles admises dans le PLU actuel, seront à ajouter au règlement écrit relatif à la zone Nf.

Le présent procès-verbal de synthèse est déposé le 19 octobre 2023 auprès de Monsieur Emmanuel Formet, maire de la commune, en présence de Madame Stéphanie Weber DGS, de Madame Anne-Sophie Peureux, responsable du dossier à l'AUTB, de Madame Christiane Einhorn, responsable du SIFOU et de Monsieur François Binoux-Rémy support technique à GBCA.

En application de l'article R123-18 du Code de l'Environnement et après avoir commenté le document, le commissaire enquêteur a l'honneur d'inviter le Maître d'Ouvrage à produire avant le 03 novembre 2023 un mémoire en réponse à ce document.

Annexe 1 : Réponse à la demande de prolongation d'enquête publique.

Annexe 2 : Les contributions du public

Le 19 octobre 2023